

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà commencé à le faire. En outre, le gouvernement espère obtenir l'appui de la Chambre pour réaffecter une partie des fonds du programme d'aide aux réfugiés—dont le gouvernement n'a pas besoin maintenant grâce à la générosité des Canadiens—pour aider le Kampuchea. De plus, par l'entremise du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous poursuivons des efforts vigoureux visant à amener le gouvernement du Vietnam à trouver une solution politique à ce grave problème humain qui touche profondément les peuples de monde.

* * *

[Français]

DÉCORATIONS ET DISTINCTIONS**L'OPPORTUNITÉ D'INSTITUER UN PRIX ANTONINE MAILLET**

M. André Maltais (Manicouagan): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Étant donné l'immense plaisir que nous a fait la France en attribuant à M^{me} Antonine Maillet le prix Goncourt, est-ce qu'il ne serait pas maintenant dans l'intérêt du Canada d'instituer un prix Antonine Maillet en vue d'encourager la littérature française au Canada?

L'hon. David MacDonald (secrétaire d'État et ministre des Communications): Monsieur l'Orateur, la suggestion de l'honorable député est très importante, et nous allons volontiers la considérer.

* * *

[Traduction]

L'IMPÔT SUR LE REVENU**LA FORMULE PERMETTANT AUX CÉRÉALICULTEURS DE REPORTER L'IMPÔT SUR LES PAIEMENTS PROVISOIRES DE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ**

M. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Le ministre est sûrement au courant des difficultés de certains producteurs de blé qui s'attendaient à être payés plus tard pour leurs livraisons de cette année, mais qui reçoivent actuellement des versements provisoires de la Commission canadienne du blé.

Ces versements devraient être déclarés, semble-t-il, dans leurs revenus de 1979, pour fins d'impôt. Je me demande si le ministre a eu l'occasion de songer à une formule quelconque qui leur permettrait de reporter ces montants qu'ils ne prévoyaient pas toucher cette année.

L'hon. Walter Baker (président du Conseil privé et ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, cette question a d'abord été soulevée au Sénat. Le ministère du Revenu national a déjà étudié l'affaire pour voir si ce serait possible. De prime abord, il a jugé qu'il serait impossible de le faire, mais je réexamine moi-même la question pour voir s'il n'y aurait pas moyen de changer les choses, car je reconnais que c'est un problème pour les producteurs. Lorsque cet examen sera terminé, j'aviserai le député de son résultat.

● (1200)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE DÉPLOIEMENT D'ARMES NUCLÉAIRES EN EUROPE**

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui participera, la semaine prochaine à Bruxelles, à la réunion ministérielle de l'OTAN et au cours de laquelle on prendra une décision relativement à la proposition américaine de déployer des missiles Pershing et de croisière dans cinq pays d'Europe.

L'honorable représentante est-elle d'accord avec le ministre de la Défense nationale qui n'a pas voulu prendre position à propos de la proposition des États-Unis ou a-t-elle plutôt l'intention d'agir en fonction de ses principes personnels qui sont en même temps ceux de l'Église unie du Canada et en fait, ceux aussi de notre parti? Le Canada appuiera-t-il tout au moins les propositions de trois pays européens qui voudraient reporter le déploiement d'autres armes nucléaires en Europe en attendant la ratification du traité Salt II et l'exploration de nouvelles possibilités dans les négociations est-ouest sur la limitation des armements?

L'hon. Flora MacDonald (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, les très importantes discussions qui auront lieu la semaine prochaine relativement à la modernisation des armes nucléaires déployées par l'OTAN sont en grande partie suscitées par le fait que l'Union soviétique et les pays du Pacte de Varsovie ont déjà déployé des missiles SS-20 et des bombardiers Backfire. Il s'agit en fait de donner à l'OTAN une force de dissuasion suffisante pour que les pays membres puissent négocier à partir d'une position de force.

Je répondrais au député qu'au cours des discussions qui auront lieu à Bruxelles la semaine prochaine, le Canada collaborera avec les pays européens en vue d'atteindre un consensus qui donnerait plus de poids à l'OTAN. Il n'y a aucun doute sur notre position à cet égard. Cela n'implique pas comme pays que le Canada, se prononce en faveur des missiles et des armes nucléaires.

Des voix: Bravo!

Mlle Jewett: Monsieur l'Orateur, trois des pays européens étaient représentés aujourd'hui à Washington, dans un cas par le premier ministre, dans les deux autres par les ministres des affaires étrangères, pour discuter de leurs très grandes réserves au sujet de la proposition américaine. Le ministre n'a peut-être pas compris cette proposition. Je lui demande précisément si le Canada a lui aussi l'intention de faire part de ses réserves au sujet de la proposition américaine, sans quoi la décision sera prise le 12 décembre.

Mlle MacDonald: Monsieur l'Orateur, ce n'est pas uniquement de la proposition américaine dont il sera question mais aussi de la modernisation de notre alliance qu'est l'OTAN et du déploiement des armes nucléaires dans cette alliance. Comme le sait l'honorable représentante, beaucoup d'autres pays y prendront part. La décision ne reflétera pas seulement la position des États-Unis, mais celle aussi du Royaume-Uni, de l'Allemagne de l'Ouest et de bien d'autres pays. Nous comptons y collaborer.